

Document n° 1
(fourni par Colette Braeckman)

GITARAMA, le 16 Mai 1994

REPUBLIQUE RWANDAISE



MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE
ARMEE RWANDAISE

Au Ministre de la Défense

Au Chef EM AR

O B J E T : Rapport de mission

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le rapport de visite que j'ai effectué auprès de la maison militaire de coopération Française à Paris du 09 au 13 Mai 94.

Les promesses à court et à long terme contenues dans le document sont à poursuivre activement.

RWABALINDA Ephrem
Lt Col BE
Conseiller du Chef EM AR

RAFFORT DE VISITE FAITE AUPRES DE LA MAISON MILITAIRE DE COOPERATION A PARIS.

1. J'ai été reçu au bureau du Général HUCHON lundi le 09 Mai 1994 de 1500h à 1700 heures.
2. Aupours de l'entretien, je lui ai fait le tour d'horizon sur la situation Politico-Militaire de l'heure au Rwanda en insistant sur la reprise des hostilités initiées par le FPR, hostilités qui ont alimenté vivement les affrontements interethniques au sein de la population. J'ai insisté de plus sur le fait que le FPR a exercé son contrôle sur les villes empêchant le RALIBO de procéder au recrutement de nouvelles troupes, de s'approvisionner en armes et munitions tandis que le FPR agissait en toute liberté en préparation de l'offensive générale qu'il mijotait.
3. Les priorités suivantes ont été abordées.
 - a. Le soutien du Rwanda par la France sur le plan de la politique internationale.
 - b. La présence physique des militaires Français au Rwanda ou tout au moins d'un contingent d'instructeurs pour les actions de coups de mains à ns le cadre de la coopération.
 - c. L'utilisation indirecte des troupes étrangères régulières ou non.
 - d. Besoins urgents:
 - Munitions pour la Bie 105mm (2.000 coups au moins).
 - Compléter les munitions pour les armes individuelles au besoin en passant indirectement par les pays voisins amis du Rwanda.
 - Habillage
 - Matériel de transmission.
 - e. Participation aux enquêtes visant à faire la lumière sur la mort tragique du Président de la République Rwandaise et celui du Burundi.
4. Avis et considérations du Général HUCHON.
 - a. Il faut sans tarder fournir toutes les preuves prouvant la légitimité de la guerre que mène le Rwanda de façon à retourner l'opinion internationale en faveur du Rwanda et pouvoir reprendre la coopération bilatérale. Entretemps la maison militaire de coopération prépare les actions de secours à mener à notre faveur. Le télégramme sécurisé permettant au Général HUCHON et au Général HUCHON de communiquer sans être écouté (cryptophonie) par une tierce personne a été achevé sur KIGALI. Dix sept petits postes à 7 fréquences chacun ont été également envoyés pour faciliter les communications entre les Unités de la ville de KIGALI. Ils sont en attente d'embarquement à Gstone. Il urge de s'organiser au sein des unités des UNO et les opérations d'atterrissage peuvent se faire en toute sécurité. Le piste de KALIMBE a été retenue convenable aux opérations à condition de boucher les trous éventuels et d'écarter les espions qui circulent aux alentours de cet aéroport.
 - b. Ne pas sous-estimer l'adversaire qui aujourd'hui dispose de grands moyens. Tenir compte de ses alliés puissants.
 - c. Placer le contexte de cette guerre dans le temps. La guerre sera longue.
 - d. Lors des entretiens suivants au cours desquels j'ai insisté sur les actions immédiat et à moyen terme, attendus de la France, le Général HUCHON m'a clairement fait comprendre que les militaires Français ont les mains et les pieds liés pour faire une intervention quelconque en notre faveur à cause de l'opinion des médias qui seul le FPR semble piloter. Si rien n'est fait pour retourner l'image du pays à l'extérieur les responsables militaires et politiques du Rwanda seront tenus responsables des massacres commis au Rwanda.

...../...

Il est revenu sur ce point plusieurs fois. Le gouvernement Français, a-t-il conclu n'acceptera pas d'être accusé de soutenir les gens que l'opinion internationale condanne et qui ne se défendent pas. Le combat des médias constitue une urgence. Il conditionne d'autres opérations ultérieures. Dès que le contact téléphonique protégé sera établi, une appréciation des problèmes relatés au point 3 ci-dessus sera affinée et concrétisée en tenant compte de la position du gouvernement Français sur le cas du Rwanda.

5. Conclusions:

- a. Ces contacts m'ont permis de sonder combien la coopération militaire Française est gênée de nous expliquer sa retenue en matière d'intervention direct par souci de solidarité à l'opinion politique Européenne et Américaine.
- b. Les essais de relance de médiatisation fait à Paris par la cellule du Col NTAHOBALI que j'ai enrichie par les articles ci-annexés sont à stimuler et renforcer. A ce sujet, il urge d'y dépêcher un attaché de presse à la hauteur de la situation. Soigner davantage l'image du pays à l'extérieur constitue une des priorités à NE PAS perdre de vue.
- c. Les 2 appareils téléphoniques que j'apporte devraient nous aider à sortir de l'isolement vis à vis de l'étranger.
- d. Le comité consultatif de crise devrait épauler davantage l'autorité politico-militaire par des propositions concertées allant même au delà du court terme.
- e. Les amis contactés nous conseillent de faire un effort pour mettre à l'oeuvre des équipes aux effectifs réduits pour saboter les arrières de l'Eni et briser ainsi son élan.
- f. Il est à remarquer tant du côté Belge que du côté de la France, l'hésitation d'envoyer tous les stagiaires au Rwanda même ceux pour qui les cours prennent fin au début de juillet 94.
- g. Une visite de haut niveau politique pourrait mieux cadrer les orientations et les actions attendues.

RWABALINDA Ephrem
Lt Col BEM